

Départs à la tête des grands fonds américains en France

12 juin 2013

Anne Drif

Les dirigeants de Carlyle et de KKR à Paris quitteront leur firme l'an prochain. Les géants américains du non-coté ont des doutes sur la France.

A priori, la perte de l'attractivité de la France n'a rien à voir avec la vague de départs programmée des dirigeants de grands fonds américains en France. Mais celle-ci intervient en plein doute des grandes firmes du non-coté sur le pays.

Franck Falézan et Benoît Colas ont annoncé la semaine dernière leur décision de quitter la codirection de Carlyle à Paris qu'ils menaient depuis 2005 pour lancer leur propre fonds. En une dizaine d'années, ils ont piloté une série d'acquisitions qui ont installé la firme dans le paysage européen, dont Com Hem, B&B et Numericable Completel, pour un total de plus de 3 milliards d'euros investis, générant plus de 30 % de taux de rendement et plus de trois fois la mise. Ils seront remplacés en mai prochain par Jonathan Zafrani, dans la maison depuis 1999. Fin décembre 2012, c'est Jean-Pierre Millet, l'instigateur de l'implantation de la firme en Europe, qui a quitté le groupe.

Chez son concurrent KKR, Jacques Garaïalde, le responsable pour la France qui a piloté les opérations Legrand, Tarket et celle, moins heureuse, de PagesJaunes, prendra du champ mi-2014 pour devenir conseiller spécial du groupe.

La France s'est révélée comme l'un des gisements les plus prolifiques en LBO ces dernières années en Europe, mais sa perception par les grands fonds s'est maintenant complètement inversée. Les dirigeants du « private equity » sont totalement négatifs sur la France, relevait Lionel Assant, le dirigeant du non-coté en Europe de Blackstone, à la grand-messe du capital-investissement à Berlin en février : « *Il est devenu très difficile de s'enthousiasmer sur la France en ce moment. Le pays est vu comme la dernière économie prometteuse dans l'euro* », en raison de l'absence de réformes structurelles.

Nouvelles levées prévues

Or ces départs interviennent alors que les grands fonds se sont lancés dans de nouvelles levées, qui vont lier les gérants pour les dix prochaines années. « *Dans les fonds américains, l'Europe n'est absolument plus mise en avant et ils ne souhaitent pas se présenter devant leurs investisseurs américains et asiatiques sur*

le thème d'une équipe multi-pays prête à faire des opérations partout », analyse la chasseuse de tête Diane Segalen.

A cela s'ajoute le changement de dimension des grandes firmes du non-coté, qui vivent moins du LBO aujourd'hui que des investissements en dette ou en immobilier. « *Les fonds LBO européens ne sont devenus que l'un de leurs compartiments d'investissement parmi d'autres, voire l'un des plus petits. Aux sièges de ces grandes firmes, ce ne sont plus des classes d'actifs prioritaires, d'autres se révélant beaucoup plus rentables. Ce qui prime, c'est de lever le plus de fonds possibles pour augmenter leur frais de gestion* », poursuit-elle. La relève de ces fonds en France devra se montrer convaincante.